|  |  |
| --- | --- |
| Parlement européen  2014-2019 |  |

<Commission>{DEVE}Commission du développement</Commission>

<RefProc>2016/0107</RefProc><RefTypeProc>(COD)</RefTypeProc>

<Date>{28/04/2017}28.4.2017</Date>

<TitreType>AVIS</TitreType>

<CommissionResp>de la commission du développement</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission des affaires économiques et monétaires et de la commission des affaires juridiques</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la communication, par certaines entreprises et succursales, d’informations relatives à l’impôt sur les bénéfices</Titre>

<DocRef>(COM(2016)0198 – C8-0146/2016 – 2016/0107(COD))</DocRef>

Rapporteure pour avis: <Depute>Elly Schlein</Depute>

PA\_Legam

JUSTIFICATION SUCCINCTE

Le Parlement européen demande depuis longtemps la publication d'informations pays par pays pour disposer ainsi d’un instrument clé permettant de lutter efficacement contre l’évasion et la fraude fiscales sur le plan international. La transparence est un facteur déterminant; la communication des informations fiscales par les multinationales pourrait, au-delà des frontières européennes, changer la donne. La fiscalité des entreprises représente un pourcentage important du revenu national des pays en développement qui sont, dès lors, particulièrement touchés par l’évasion fiscale. Le groupe de haut niveau de l’Union africaine sur les flux financiers illicites est ainsi arrivé à la conclusion que les flux financiers illicites en provenance d'Afrique font perdre chaque année plus de 50 milliards d’USD au continent africain.

En l’état, la proposition de la Commission ne constitue toutefois pas l'outil nécessaire pour lever entièrement le voile d’opacité qui permet aux multinationales de se soustraire à leurs obligations fiscales dans certains des pays les plus pauvres de la planète. La proposition n’est pas appropriée pour les pays en développement et, partant, sans grande utilité, car l’obligation d’établir un rapport pays par pays se circonscrit au seul territoire de l’Union, les informations devant, pour les activités dans tous les pays tiers, être fournies sous forme agrégée; il n’est pas possible, dans ces conditions, d’obtenir des informations pays par pays. Outre le fait de ne pas permettre d’endiguer efficacement l’évasion fiscale, la proposition à l’examen va clairement à l’encontre de l’engagement de l’Union de veiller à la cohérence des politiques au service du développement.

Votre rapporteure pour avis demande la publication de données non agrégées pour l’ensemble des pays tiers où des multinationales exercent leurs activités pour ainsi aider efficacement les pays en développement à lutter contre l’évasion fiscale et leur permettre d’augmenter comme il se doit leurs recettes nationales. En outre, un abaissement du seuil applicable aux entreprises visées par l’obligation de rapport permettrait d’obtenir davantage d'informations sur les activités des multinationales et il conviendrait par ailleurs de prévoir la communication de plusieurs données importantes (notamment les éléments d’actif et le volume des ventes) pour avoir une image précise des activités mondiales de ces entreprises.

Le scandale des «Panama papers» montre clairement que l’évasion et la fraude fiscales sont des problèmes mondiaux qui ne peuvent être résolus qu’en apportant une réponse à l’échelle mondiale. Si elles sont timorées, les tentatives sont vouées à l’échec. Ce n’est qu’en misant sans concession sur une fiscalité équitable et la cohérence des politiques de l’Union qu’il sera possible de lutter efficacement contre la pauvreté et les inégalités tant en Europe que dans le monde.

AMENDEMENTS

La commission du développement invite la commission des affaires économiques et monétaires et la commission des affaires juridiques, compétentes au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend><Amend>**Amendement** <NumAm>**1**</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (6) Lorsqu’un groupe possède des établissements dans l’Union, le public devrait avoir la possibilité d’examiner toutes ses activités. ***Pour les groupes qui exercent des activités dans l’Union uniquement par l'intermédiaire de filiales ou de succursales, ces filiales ou succursales devraient publier et rendre accessible la déclaration de leur entreprise mère ultime. Toutefois, par souci de proportionnalité et d’efficacité, l’obligation de publier et de rendre accessible cette déclaration ne devrait s'appliquer qu'aux filiales de moyenne ou de grande taille établies dans l’Union, ou aux succursales de taille comparable créées dans un État membre. Il convient dès lors d’élargir en conséquence le champ d’application de la directive 2013/34/UE aux succursales créées dans un État membre par une entreprise établie en dehors de l’Union.*** | (6) Lorsqu’un groupe possède des établissements dans ***et hors de*** l’Union, le public devrait avoir la possibilité d’examiner toutes ses activités. ***Les entreprises multinationales opèrent à l'échelon mondial et leur comportement a une incidence majeure sur les pays en développement, qui souffrent particulièrement de l’évasion fiscale des entreprises. La publication d'informations pertinentes, sous forme désagrégée, pour chaque pays et juridiction où ces entreprises réalisent des opérations est essentielle pour permettre aux citoyens, aux autorités publiques et aux législateurs de ces pays d’assurer une supervision effective des activités de celles-ci et de lutter contre l’évasion fiscale. En rendant ces informations publiques, l’Union pourrait améliorer la cohérence de ses politiques au service du développement et limiter les éventuels dispositifs d’évasion fiscale dans les pays où la mobilisation des ressources nationales est considérée comme une composante essentielle de la politique de développement de l’Union et un moyen indispensable d’atteindre les objectifs du programme de développement durable à l’horizon 2030.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 6 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(6 bis)*** ***Pour assurer la cohérence des politiques au service du développement, l'Union devrait prendre un engagement effectif en vue du renforcement de la transparence en matière fiscale, dans le prolongement des efforts qu'elle déploie pour augmenter les financements en faveur du développement dans le cadre du programme d’action d’Addis-Abeba adopté lors de la troisième conférence internationale sur le financement du développement.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (9) Pour garantir un niveau de détail qui permette aux citoyens de mieux évaluer la contribution des entreprises multinationales à la prospérité dans chaque ***État membre, les informations devraient être ventilées par État membre. En outre, les informations relatives aux*** activités ***des entreprises multinationales devraient également être présentées avec un niveau élevé*** de ***détail en ce qui concerne certaines juridictions fiscales qui posent des problèmes particuliers. Pour toutes les autres activités dans des pays tiers***, les informations devraient être ***fournies sous forme agrégée***. | (9) Pour garantir un niveau de détail qui permette aux citoyens de mieux évaluer la contribution des entreprises multinationales à la prospérité dans chaque ***juridiction où celles-ci exercent leurs*** activités***, que ce soit au sein de l’Union ou hors*** de ***ses frontières***, les informations devraient être ***ventilées par juridiction***. |

</Amend><Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9 bis (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 bis)*** ***Les États membres devraient garantir qu’un niveau adéquat de ressources humaines, techniques et financières est consacré, au sein des administrations fiscales, à l’échange automatique d’informations, au traitement des données et à la lutte contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale. Les pouvoirs publics des pays développés devraient s'engager à échanger automatiquement des informations avec les pays en développement en établissant les relations bilatérales requises à cet effet.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9 ter (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 ter)*** ***Afin d'aider les pays en développement à renforcer les moyens d'action de leur administration fiscale, les États membres devraient les aider en partageant leur savoir-faire et leurs bonnes pratiques.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Considérant 9 quater (nouveau)</Article>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(9 quater)*** ***Dans le contexte du renforcement des capacités des pays en développement, il convient d'accorder une attention particulière aux solutions efficaces reposant sur des dispositifs en ligne de sorte à éviter les contraintes administatives, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 ter – paragraphe 1 – alinéa 1</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les États membres imposent aux entreprises mères ultimes relevant de leur droit national et ***ayant un chiffre d’affaires net consolidé supérieur*** à ***750 000 000 EUR***, ***ainsi qu’aux entreprises*** relevant de leur droit national qui ne sont pas des entreprises liées ***et dont le chiffre d’affaires net est supérieur à 750 000 000 EUR*** d’établir et de publier annuellement une déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices. | Les États membres imposent aux entreprises mères ultimes ***de grands groupes tels que définis à l’article 3, paragraphe 7,*** relevant de leur droit national***,*** et ***aux grandes entreprises telles que définies*** à ***l’article 3, paragraphe 4***, relevant de leur droit national qui ne sont pas des entreprises liées***,*** d’établir et de publier annuellement une déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 ter – paragraphe 1 – alinéa 2</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est mise à la disposition du public sur le site Internet de l’entreprise à la date de sa publication. | La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est ***publiée selon un modèle commun dans un format ouvert et*** mise à la disposition du public sur le site Internet de l’entreprise à la date de sa publication ***dans au moins une langue officielle de l’Union. Le jour de la publication de la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices, l’entreprise dépose également la déclaration dans un registre public géré par la Commission***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 ter – paragraphe 3 – alinéa 1</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Les États membres imposent aux filiales ***de taille moyenne et de grande taille visées à l’article 3, paragraphes 3 et 4,*** relevant de leur droit national et contrôlées par une entreprise mère ultime dont le chiffre d’affaires net est supérieur à ***750 000 000*** EUR et qui ne relève pas du droit d’un État membre, de publier annuellement la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices de cette entreprise mère ultime. | Les États membres imposent aux filiales relevant de leur droit national et contrôlées par une entreprise mère ultime dont le chiffre d’affaires net ***consolidé*** est supérieur à***40 000 000***EUR et qui ne relève pas du droit d’un État membre, de publier annuellement la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices de cette entreprise mère ultime. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 ter – paragraphe 3 – alinéa 2</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est mise à la disposition du public à la date de sa publication sur le site Internet de la filiale ou sur celui d'une entreprise liée. | La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est ***publiée selon un modèle commun dans un format ouvert et*** mise à la disposition du public à la date de sa publication sur le site Internet de la filiale ou sur celui d'une entreprise liée ***dans au moins une langue officielle de l’Union. Le jour de la publication de la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices, l’entreprise dépose également la déclaration dans un registre public géré par la Commission***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 ter – paragraphe 4 – alinéa 2</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est mise à la disposition du public à la date de sa publication sur le site Internet de la succursale ou sur celui d'une entreprise liée. | La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est ***publiée selon un modèle commun dans un format ouvert et*** mise à la disposition du public à la date de sa publication sur le site Internet de la succursale ou sur celui d'une entreprise liée ***dans au moins une langue officielle de l’Union. Le jour de la publication de la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices, l’entreprise dépose également la déclaration dans un registre public géré par la Commission***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 ter – paragraphe 5</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 5. Les États membres appliquent les règles énoncées au paragraphe 4 à une succursale uniquement lorsque ***les critères suivants sont respectés:*** | 5. Les États membres appliquent les règles énoncées au paragraphe 4 à une succursale uniquement lorsque l’entreprise qui a créé la succursale est soit une entreprise liée d’un groupe qui est contrôlé par une entreprise mère ultime ne relevant pas du droit d’un État membre et dont le chiffre d’affaires net consolidé est supérieur à ***40 000 000***EUR, soit une entreprise qui n’est pas une entreprise liée et dont le chiffre d’affaires net est supérieur à ***40 000 000***EUR; |
| ***(a)*** l’entreprise qui a créé la succursale est soit une entreprise liée d’un groupe qui est contrôlé par une entreprise mère ultime ne relevant pas du droit d’un État membre et dont le chiffre d’affaires net consolidé est supérieur à ***750 000 000*** EUR, soit une entreprise qui n’est pas une entreprise liée et dont le chiffre d’affaires net est supérieur à ***750 000 000*** EUR; |  |
| ***(b)***  ***l’entreprise mère ultime visée au point a) ci-dessus ne possède pas de filiale de taille moyenne ou de grande taille au sens du paragraphe 3.*** |  |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point a</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) une brève description de la nature des activités; | (a) ***le(s) nom(s)***, une brève description de la nature des activités ***et la situation géographique***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point b</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) le nombre de salariés; | (b) le nombre de salariés ***employés en équivalent temps plein***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2 </Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point b bis (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b bis)*** ***la valeur des actifs et le coût annuel de la conservation desdits actifs;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2 </Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point b ter (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b ter)*** ***les ventes et les achats;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point b quater (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(b quater)*** ***la valeur des investissements ventilée par juridiction fiscale;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point c</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (c) le montant du chiffre d’affaires net, ***qui inclut le*** chiffre d’affaires réalisé avec des parties liées; | (c) le montant du chiffre d’affaires net, ***subdivisé en*** chiffre d’affaires réalisé avec des parties liées ***et en chiffre d’affaires réalisé avec des parties indépendantes***; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point f bis (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(f bis)*** ***le capital social;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point f ter (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(f ter)*** ***les actifs corporels, hors trésorerie ou équivalents de trésorerie;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2 </Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point g bis (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(g bis)*** ***les subventions publiques reçues;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point g ter (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(g ter)*** ***la liste des filiales opérant dans chaque juridiction fiscale, à l’intérieur comme à l’extérieur de l’Union;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 2 – point g quater (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(g quater)*** ***tous les paiements effectués au profit de gouvernements sur une base annuelle, au sens de l’article 41, paragraphe 5;*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 3 – alinéa 1</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La déclaration présente les informations visées au paragraphe 2 séparément pour chaque État membre. Lorsqu’un État membre comprend plusieurs juridictions fiscales, les informations sont ***regroupées au niveau national***. | La déclaration présente les informations visées au paragraphe 2 séparément pour chaque État membre. Lorsqu’un État membre comprend plusieurs juridictions fiscales, les informations sont ***indiquées séparément pour chaque juridiction fiscale***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 3 – alinéa 2</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| La déclaration présente également les informations visées au paragraphe2 ***du présent article*** séparément pour chaque juridiction fiscale ***qui, à la fin de l'exercice financier précédent, figure sur la liste commune de l'Union*** de ***certaines juridictions fiscales établie conformément à l'article 48 octies, à moins que la déclaration ne confirme explicitement, sous réserve de la responsabilité visée à l'article 48 sexies ci-dessous, que les entreprises liées d'un groupe relevant du droit d'une telle juridiction fiscale n'effectuent directement de transactions avec aucune entreprise liée du même groupe relevant du droit d'un État membre***. | La déclaration présente également les informations visées au paragraphe2 séparément pour chaque juridiction fiscale ***hors*** de ***l’Union***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 3 – alinéa 3</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***La déclaration présente les informations visées au paragraphe 2 sous une forme agrégée pour les autres juridictions fiscales.*** | ***supprimé*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 quater – paragraphe 5</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***5.*** La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est publiée et rendue accessible sur le site Internet dans au moins une langue officielle de l’Union. | 5. La déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices est publiée ***selon un modèle commun dans un format ouvert*** et rendue accessible sur le site Internet dans au moins une langue officielle de l’Union. ***Le jour de la publication de la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices, l’entreprise dépose également la déclaration dans un registre public géré par la Commission.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 sexies – paragraphe 2</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| ***2.*** Les États membres veillent à ce que les membres des organes d’administration, de gestion et de surveillance des filiales visée à l’article 48 ter, paragraphe 3, de la présente directive et les personnes chargées d’accomplir les formalités de publication prévues à l’article 13 de la directive 89/666/CEE pour la succursale visée à l’article 48 ter, paragraphe 4, de la présente directive, agissant dans le cadre des compétences qui leur sont conférées en vertu du droit national, aient la responsabilité collective de veiller***, au mieux de leurs connaissances et de leurs moyens,*** à ce que la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices soit établie, publiée et rendue accessible conformément aux articles 48 ter, 48 quater et 48 quinquies. | 2. Les États membres veillent à ce que les membres des organes d’administration, de gestion et de surveillance des filiales visée à l’article 48 ter, paragraphe 3, de la présente directive et les personnes chargées d’accomplir les formalités de publication prévues à l’article 13 de la directive 89/666/CEE pour la succursale visée à l’article 48 ter, paragraphe 4, de la présente directive, agissant dans le cadre des compétences qui leur sont conférées en vertu du droit national, aient la responsabilité collective de veiller à ce que la déclaration d'informations relatives à l’impôt sur les bénéfices soit établie, publiée et rendue accessible conformément aux articles 48 ter, 48 quater et 48 quinquies. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de directive</DocAmend>

<Article>Article 1 – point 2</Article>

<DocAmend2>Directive 2013/34/UE</DocAmend2>

<Article2>Article 48 octies bis (nouveau)</Article2>

|  |  |
| --- | --- |
|  | |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 48 octies bis*** |
|  | ***Modèle commun de déclaration*** |
|  | ***La Commission est habilitée à adopter des actes d’exécution pour établir le modèle commun de déclaration visé à l'article 48 ter, paragraphes 1, 3, et 4, ainsi qu’à l'article 48 quater, paragraphe 5. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 50, paragraphe 2.*** |

</Amend>

</RepeatBlock-Amend>

ANNEXE: LISTE DES ENTITÉS OU PERSONNES AYANT APPORTÉ LEUR CONTRIBUTION AU RAPPORTEUR AVIS

La liste suivante est établie sur une base purement volontaire, sous la responsabilité exclusive du rapporteur pour avis. Le rapporteur a reçu des contributions des entités ou personnes suivantes pour l’élaboration de l’avis:

|  |
| --- |
| **Entité et/ou personne** |
| Oxfam |
| Eurodad |
| ActionAid |

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre** | Communication, par certaines entreprises et succursales, d’informations relatives à l’impôt sur les bénéfices | | | |
| **Références** | COM(2016)0198 – C8-0146/2016 – 2016/0107(COD) | | | |
| **Commissions compétentes au fond**         Date de l’annonce en séance | ECON  28.4.2016 | JURI  28.4.2016 |  |  |
| **Avis émis par**         Date de l’annonce en séance | DEVE  28.4.2016 | | | |
| **Rapporteur(e) pour avis**         Date de la nomination | Elly Schlein  16.9.2016 | | | |
| **Article 55 – Procédure avec commissions conjointes**         Date de l’annonce en séance | 19.1.2017 | | | |
| **Examen en commission** | 21.3.2017 |  |  |  |
| **Date de l’adoption** | 25.4.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:  –:  0: | 21  1  0 | | |
| **Membres présents au moment du vote final** | Beatriz Becerra Basterrechea, Nirj Deva, Doru-Claudian Frunzulică, Enrique Guerrero Salom, Heidi Hautala, György Hölvényi, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Arne Lietz, Linda McAvan, Norbert Neuser, Vincent Peillon, Cristian Dan Preda, Elly Schlein, Eleftherios Synadinos, Eleni Theocharous, Paavo Väyrynen, Bogdan Brunon Wenta, Anna Záborská, Željana Zovko | | | |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Paul Rübig, Judith Sargentini | | | |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | Xabier Benito Ziluaga, Dariusz Rosati | | | |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL  
EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **21** | **+** |
| ALDE | Paavo Väyrynen |
| ECR | Nirj Deva, Eleni Theocharous |
| GUE/NGL | Xabier Benito Ziluaga |
| PPE | György Hölvényi, Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Cristian Dan Preda,Dariusz Rosati, Paul Rübig, Bogdan Brunon Wenta, Anna Záborská, Željana Zovko, |
| S&D | Doru-Claudian Frunzulică, Enrique Guerrero Salom, Arne Lietz, Linda McAvan, Norbert Neuser, Vincent Peillon, Elly Schlein |
| Verts/ALE | Heidi Hautala, Judith Sargentini |

|  |  |
| --- | --- |
| **1** | **-** |
| NI | Eleftherios Synadinos |

|  |  |
| --- | --- |
| **0** | **0** |
|  |  |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention